

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois..... 3 fr. »
Trois mois..... 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne
La Rédaction à SILVAIRE | L'Administration à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an..... 8 fr. »
Six mois..... 4 fr. »
Trois mois..... 2 fr. »

Le bel Anniversaire

1789-1911. Cent vingt-deux années séparent cent deux dates. Combien de générations ont passé ; que d'enthousiasmes se sont refroidis depuis ce temps !

Près d'un siècle durant, le mot « République » a animé de sentiments généreux tout ce que l'humanité a compté de grand, de valeureux, d'honnête.

Pour la République, des milliers de nobles hommes sont tombés sur les barricades, frappés par les balles des tyrans.

Pour montrer ce que ce mot *République* évoquait dans l'âme des républicains d'il y a quarante ans encore, je ne puis mieux faire que de reproduire les impressions d'un vieux militant anarchiste dont il nous a fait part maintes fois à nous, les jeunes, qui ne connaissons de la République que sa physiologie hideuse de prostituée d'aujourd'hui.

« C'était sous l'Empire, nous conte notre vieux camarade, à la fin du règne de Napoléon-Badinguet ; les vieux républicains du pays avaient décidé de fêter la prise de la Bastille. Le 14 juillet, un banquet eut lieu. Ils étaient là réunis une centaine de vieux « patriotes », dans une salle aux fenêtres et aux persiennes fermées, aucun bruit séditieux ne devant être entendu au dehors. Au dessert, un quarante-huitard à barbe blanche prononça une allocution républicaine, où la devise : « Liberté-Egalité-Fraternité », était citée avec conviction et écoutée dans un silence religieux. Les toasts terminés, doucement, gravement, avec respect, les convives entonnèrent la *Marseillaise*, poème qui évoquait à nos yeux les plus grandes journées de la Révolution.

« A quelque temps de là, l'Empire s'écroulait, et la République était proclamée.

« Je vois encore, dit notre camarade, l'enthousiasme que provoqua dans nos campagnes l'annonce de cette proclamation. J'entends encore Dubost, alors jeune militant républicain, aujourd'hui président du Sénat, parler avec ardeur du triomphe du régime de la liberté. Dans mes oreilles bourdonnent encore les acclamations de la foule demandant qu'on arrache du drapeau national le bleu et le blanc, pour n'y laisser que le rouge.

« Et je vois Dubost rouler autour de la hampe les deux premières couleurs du drapeau. Je vois cette foule en délire applaudissant, heureuse et confiante. »

Hélas ! quarante ans de République ont tué tous ces élans. La République, c'était alors la liberté. Le peuple voyait Marianne secourant les faibles, consolant les malheureux. Le peuple confiant dans les paroles des politiciens voyait par la République toute une rénovation sociale. Mais les couleurs effacées par le rouge ne devaient pas tarder à réapparaître. Le blanc, puis le bleu fraternisèrent à nouveau, symbolisant une divinité plus terrible que celle des chrétiens, l'idole Patrie.

Au nom de cette Patrie, les crimes les plus affreux ne devaient pas tarder à s'accomplir.

Pour l'ordre et la Patrie, le travailleur restait l'esclave du capital ; la devise : Liberté-Egalité-Fraternité, ne devait être que lettre morte.

Et quarante ans après la proclama-

tion de la Troisième, le peuple est plus que jamais écrasé par le capitalisme, très démocratiquement.

Vendredi dernier, le monde officiel et celui des bistros, tous les inconscients et les avachis, fêtaient la prise de la Bastille.

Vendredi, les fils des vrais républicains, les descendants des vieux quarante-huitards voyaient la Bastille toujours debout, mieux gardée, mieux défendue.

Le jour anniversaire de la première grande victoire dans la lutte pour la liberté, le peuple de Paris a été assommé par les flics républicains, chargé par l'armée démocratique.

Et pourquoi ? Parce que le peuple ouvrier voulait aller saluer les siens emprisonnés à la Santé, la Bastille moderne.

Mais les travailleurs commencent à être édifiés sur les sentiments des démocrates et bourgeois. Beaucoup parmi eux n'ont plus confiance en les politiciens quels qu'ils soient. Ceux-là ne crient seulement pas : « A bas la République 3^e ! » ; mais bien : « A bas toutes les Républiques, tous les gouvernements ! A bas tous les Etats ! » Car, avec eux, c'est la vie libre impossible.

Or, l'homme doit vivre libre, s'il veut être homme et non bête de somme. Mais la liberté n'est possible que dans une société basée sur l'égalité économique et sur l'entraide et c'est pourquoi nous travaillons à l'édification du communisme libertaire.

A. Dauthuille.



Tandis que les couples enlacés exécutaient des polkas... piquées et que la mine réjouie du bistro d'à-côté contemplait la transformation des mominettes et des demi-setiers en pièces blanches, on pouvait admirer deux superbes drapeaux à la façade d'une de ces maisons pourvues de gros numéros et renommées par leur hospitalité plus qu'économique.

Après tout, rien que de très logique. N'est-ce pas au bordel que le jeune soldat reçoit le « baptême du feu », et pour défendre dignement la patrie, dont le drapeau est l'icône sacrée, ne doit-il pas avoir passé par ces lieux ? Ça fait partie du programme militariste. Après l'alcoolisme, la prostitution. Ensuite, on est sûr pour aller civiliser — prononcez « syphilitiser » — en terre d'Asie ou d'Afrique.

Logiquement, en République, le 14 juillet, tous les bordels devraient être pavés et illuminés aux frais de l'Etat.

N'est-ce pas la fête de la grande prostituée, qui a nom Marianne ?

L'ex-révolutionnaire Eugène Fournière, aujourd'hui bien nanti, revient à la charge contre le syndicalisme révolutionnaire, à propos d'antimilitarisme. « En Allemagne, écrit-il dans Paris-Journal, il n'y a pas de grèves violentes, donc l'armée n'intervient pas ; restez bien sagement sur le terrain corporatif et l'on ne vous fusillera pas ! L'antimilitarisme et autres questions « politiques » ça regarde les partis politiques : fiez-vous à eux pour cela. »

Le sieur Fournière est encore plus bête que Jélon. Si c'est avec des argu-

ments de cette force qu'il espère convaincre les travailleurs révolutionnaires...

UN PITRE

Parlementaire dans son pamphlet (L'Œuvre) le néophyte de l'antisémitisme — nous avons nommé Gustave Téry, se montre plutôt désabusé dans le Journal. Voici ce qu'il y écrit :

« Le rôle d'un gouvernement, quel qu'il soit, est de maintenir ce qui est. Tout ministère est essentiellement conservateur : ne rien changer, pour qu'on n'ait pas envie de le changer lui-même, voilà toute sa politique. Un ministre incompétent offre donc le maximum de garanties. S'il ignore tout de son département, il aura la sagesse de n'y pas toucher, et, partant, tout fonctionnera comme s'il n'y avait pas de ministre, ce qui est l'idéal. »

Autre bénéfice : n'ayant aucun besoin de « s'y connaître », nos huit cents députés et sénateurs sont comme des râteaux interchangeables de la grande machine gouvernementale, puisqu'ils sont également aptes à tous les emplois. Du jour où ils sont élus, ces particuliers-là deviennent universels. L'honnête homme, disait La Rochefoucauld, est celui qui ne se pique de rien. Définissons le parlementaire : l'homme qui se pique de tout.

Ce qui revient à dire que, le plus souvent, un véritable parlementaire n'a rien de commun avec un honnête homme.

Réflexions on ne peut plus justes. Mais quant à leur sincérité... ce que Téry s'en fait !

Que voulez-vous ? Henry Maret était payé pour faire des grimaces que les lecteurs trouvaient amusantes ; Téry, qui le remplace, s'efforce dans le même emploi. C'est le métier qui veut ça !

BONNE BESOGNE

C'est celle sur laquelle reviennent souvent Péricat (du bâtiment) dans sa propagande, et dont il entretenait les lecteurs de la Bataille, l'autre jour : l'urgence d'éduquer les femmes pour en faire des auxiliaires intelligentes dans nos luttes.

Au Libertaire, nous avons sans cesse répété ces choses, d'une évidence d'ailleurs frappante, et bien d'autres encore dans le même ordre d'idées. Aussi sommes-nous tout heureux de les voir traduire éloquemment dans l'organe de la classe ouvrière, en pleine grève du bâtiment.

Lorsque tous les militants auront à cœur d'éduquer leurs compagnes, un grand pas sera fait vers l'affranchissement moral et matériel des travailleurs — femmes comprises.

A la Santé

La prison de la Santé n'aura bientôt plus rien à envier aux horribles in-paces de Schlüsselbourg ou de Sibérie. Pour obtenir le traitement auquel ils ont droit, nos camarades doivent subir stoïquement le martyre de la faim. Ce n'est qu'au bout du quatrième jour, alors qu'il était mourant, qu'on a transféré Boudot au quartier politique. Viet écrivait mardi qu'il en était à son sixième jour ! Et il a eu encore la force d'écrire quelques lignes.

Mais il est bien entendu qu'il faut être mourant pour qu'on daigne s'occuper de vous à la Santé.

L'autre jour, notre camarade Ruff, arrêté le 14 juillet pour cris séditieux, rébellion aux agents, puis vivement condamné par la correctionnelle, entraînait dans la prison maudite... au régime du droit commun.

« J'oppose la seule protestation possible : le manque d'appétit » nous écrivait mardi notre camarade qui, comme on voit, s'apprêtait pour la torture avec une vaillante bonne humeur.

Les bourreaux républicains savent pourtant que sa constitution ne lui permettra pas de supporter longtemps une privation complète de nourriture ; ils savent aussi que Viet, Gally, Ducunig, d'autres encore râlent sous les affres de la faim, à la Santé.

Qu'attendent donc les bandits ?

La grève du Bâtiment

Nous venons d'assister, à Paris, à un superbe mouvement d'ensemble exécuté par les ouvriers du Bâtiment.

A la fin du mois dernier, les syndicats de toutes les professions de cette industrie, réunis dans leur Comité intersyndical, décidèrent l'envoi en commun de cahiers de revendications réclamant la journée de 9 heures et la suppression du tacheronnat. Ils donnèrent 15 jours à leurs patrons pour leur rendre une réponse.

A la veille de l'échéance, ils furent appelés à discuter avec les représentants du patronat.

Cette discussion fut, ainsi que cela d'ailleurs avait été prévu, de pure forme. Il n'y avait pas dix minutes que les délégués ouvriers étaient entrés dans le bureau patronal que déjà ils en ressortaient.

C'est que les ouvriers du Bâtiment n'ont pas l'habitude d'y aller par quatre chemins.

Ils avaient mandat de demander aux délégués patronaux s'ils étaient prêts à appliquer la journée de 9 heures et à supprimer le marchandage. Ceux-ci, de leur côté, avaient mandat de déclarer qu'ils n'étaient décidés à accorder ni l'une, ni l'autre de ces revendications.

Il n'y avait donc pas à discuter plus longtemps.

Il n'y avait plus qu'à lutter ! Le lendemain matin, une foule immense de travailleurs accourut au Manège Saint-Paul, et lorsque les délégués annoncèrent que les patrons ne voulaient faire droit à aucune de leurs revendications, c'est par acclamation qu'ils votèrent la grève générale immédiate.

Cet événement vaut qu'on s'y arrête. C'est la première fois qu'un mouvement de cette importance, englobant autant de corporations, se produit.

Dès le premier jour, le nombre des grévistes atteint plus de trente mille, chiffre de beaucoup supérieur les jours suivants.

Ce premier résultat dépassa toutes les espérances et permit de voir que réellement la grande masse avait compris l'utilité de la lutte.

C'est qu'en effet rien n'avait été ménagé pour cela. Depuis plus de deux ans, des réunions avaient été organisées dans tous les quartiers de Paris et de la banlieue, de nombreux meetings eurent lieu et des millions de papillons gommés furent posés sur les murs.

Au moment de la grève des cheminots, les militants, croquant l'heure venue, essayèrent de lancer le mouvement, mais ils ne furent pas suivis. Inlassablement, ils se remirent à faire de la propagande, entretenant une agitation continuelle dans les chantiers.

Il n'y eut pas moins de 35 réunions pendant le mois de mai, où furent envisagés, devant les travailleurs de toutes les professions du Bâtiment : la conquête de la journée de 9 heures, la suppression du marchandage, et aussi l'escroquerie des retraites.

Les militants ayant, par leur instance, créé une sorte d'obsession de cette idée de la journée de 9 heures, les travailleurs trouvèrent tout naturel de se déclarer en grève lorsque les patrons la leur refusèrent.

Naturellement, dès le début de la grève, le gouvernement se mit entièrement au service des patrons.

Il commença par faire arrêter, sous le prétexte d'antimilitarisme, les trois militants les plus en vue du syndicat de la maçonnerie.

L'effet produit fut tout autre que celui attendu par les capitalistes.

Alors que la corporation des maçons semblait indécise, l'arrestation de trois de ses militants fut le coup de fouet qui la mit debout tout entière.

La police fut odieuse comme à l'habitude ; pour un oui, pour un non, nos camarades sont arrêtés et souvent passés à tabac. Mais les ouvriers du Bâtiment ne sont pas toujours disposés à se laisser faire et il y a quelques flics qui en garderont le souvenir longtemps encore. Déplorons toutefois qu'il n'y ait pas encore assez de conscience

dans la classe ouvrière pour qu'à chaque provocation, les flics reçoivent la correction qu'ils méritent. Trop souvent encore, à la sortie d'un meeting ou au cours d'une chasse au renard, une troupe d'ouvriers fuit devant une poignée de flics, alors qu'il lui suffirait de faire front à l'ennemi pour que le contraire se produise.

Si quelques-uns de ces travailleurs conservaient encore des illusions — ce qui est peu probable — sur le rôle de l'armée, ils seraient maintenant éclairés.

Non contents de garder les bâtisses et les quelques renards qu'elles contiennent, les soldats furent également joints aux flics pour procéder aux arrestations. Quelques-uns montrèrent même, à faire cette répugnante besogne, un entrain digne d'un meilleur objet.

Quant à la magistrature, il est inutile de dire quelle fut une distributrice de mois de prison : c'est son rôle !

Grâce à la nouvelle tactique gouvernementale qui consiste à remplir les bâtiments de policiers et de soldats, invisibles du dehors, la chasse aux renards devient difficile autour des bâtiments. Aussi les grévistes ont-ils, cette fois, inauguré la chasse à domicile. C'est la méthode de l'avenir : un gréviste prend un renard en filature le soir à la sortie du travail, il l'accompagne ainsi jusqu'à son domicile, et le lendemain matin, avec des arguments appropriés, il lui fait comprendre que sa place n'est pas au travail, mais avec les camarades.

Tous ceux qui ont essayé cette méthode, déclarent n'en pas vouloir employer d'autre, car elle augmente les chances de succès et diminue les risques.

En général, on s'hypnotise trop sur la lutte contre les renards et on néglige la véritable lutte, celle contre l'exploiteur !

Je ne veux pas dire par là que l'on doit cesser la lutte contre les renards. Loin de moi cette idée ! Elle a permis d'acquiescer de trop beaux résultats pour l'abandonner.

Mais, lorsque l'on casse la figure à un jaune, cela est indifférent à un patron, il n'éprouve aucune perte.

Que l'on arrive même, par un moyen ou un autre à empêcher tous les jaunes de travailler, il en souffre à peine. Ses capitaux lui permettent toujours d'attendre, sans se priver, que la bourse ouvrière soit vidée. Il faut donc, pour obtenir un résultat, que l'on frappe directement à la caisse patronale.

Et cela est facile dans le bâtiment !

Pendant que des équipes amusent la police, d'un côté, avec la chasse aux renards, d'autres équipes peuvent tout à leur aise copieusement arranger les travaux en cours.

C'est par cela qu'auraient dû commencer les grévistes du bâtiment, car une grève de cette importance ne peut pas durer longtemps, ne doit pas, même, durer longtemps.

Les patrons savent bien que quand une grève se prolonge, il faut distribuer des secours, et que lorsque les grévistes sont 40 à 50 mille, les plus fortes caisses ouvrières ne peuvent tenir que quelques jours, pendant que les caisses patronales, abondamment garnies... par les ouvriers, peuvent permettre à leurs propriétaires d'attendre en toute sécurité la fin du mouvement.

Mais une grève générale, pour réussir, ne doit pas être une grève des bras croisés : elle doit, dès le début, revêtir le caractère révolutionnaire, et la chasse aux renards, malgré ses violences forcées, ne suffit pas.

Il faut que, dès le premier moment, les patrons s'aperçoivent que chaque jour de grève les conduit sur le chemin de la ruine. Il faut, en un mot, que l'on s'attaque au matériel ou à la production des patrons récalcitrants.

Ceux-ci, se sentant touchés au seul endroit sensible : le coffre-fort, demandent les premiers à entrer en pourparlers pour mettre fin au conflit.

Si, pour avoir méconnu ces procédés capables de mettre fin rapidement à la grève, les ouvriers du bâtiment ont été obligés de rentrer dans les chantiers, il ne faudrait pas en conclure qu'ils sont battus.

Rentrés dans les bâtiments, ils vont imposer la journée de 9 heures, et pour faire capituler plus rapidement leurs patrons, ils vont, cette fois, leur « gagner de l'argent ! »

Tout d'abord, ils vont se reposer, la chasse aux renards fatigante, et il est juste que nos maîtres en paient leur part.

Puis, les flics ayant évacué les bâtiments, ils vont en être les maîtres ; ils seront à leur aise pour... travailler en toute sécurité.

Quand les gars du bâtiment auront opéré quelque peu, selon ce nouveau système, et qu'ils y auront pris goût, on peut dire que la journée de 9 heures sera conquis, car il n'est pas de patron qui, pour être tranquille et... pour ne pas manger d'argent, ne s'empresse d'accorder cette amélioration.

Si cette grève générale n'a pas donné de résultats immédiats, elle aura servi à montrer aux travailleurs que ce n'est qu'en faisant toujours plus d'action qu'ils obtiendront la victoire. Elle aura eu un autre avantage : celui de faire disparaître à jamais les préjugés corporatistes qui, jadis, dressaient les corporations les unes contre les autres.

Unis tous ensemble dans les bâtiments, nos camarades formeront une force irrésistible contre laquelle le patronat avec ses millions viendra se briser. Car si la grève est finie, l'action commence et rien ne pourra l'arrêter tant que satisfaction entière ne sera pas obtenue.

Bricheteau.

La Fête de « La Ruche »

La 5^e fête annuelle de La Ruche aura lieu le 6 août prochain.

Le rendez-vous général est fixé à la gare Montparnasse, à 8 heures du matin. Départ de Paris à 8 h. 31.

Le premier départ de Rambouillet, pour les camarades désireux de rentrer dîner chez eux, se fera par le train de 6 heures du soir. — Les excursionnistes qui assisteront au bal et à la fête de nuit prendront les trains qui se succéderont à partir de 10 h. 38 et qui les amèneront à Paris à 11 h. 30 du soir.

Programme de la fête. — A 10 h. 1/2 : réception à la gare de Rambouillet des excursionnistes.

A midi : déjeuner champêtre dans les prés et bois de la propriété. On trouvera à « La Ruche » : pain, viandes froides, charcuterie, conserves, vins, bière, lait, café ; les excursionnistes sont priés d'apporter leur couvert.

A 2 h. 30 : grand concert instrumental, donné par l'harmonie de « L'Eglantine ».

A 3 h. 30 : concert (chants, représentation) offert par les enfants de « La Ruche » ; allocation par Sébastien Faure.

A 6 h. 30 : dîner champêtre, dans les mêmes conditions que le déjeuner.

A 8 heures : fête de nuit, bal, illuminations, feu d'artifice.

A 9 h. 45 : retour.

Prix des cartes donnant droit à l'excursion Paris-Rambouillet et retour en troisième classe : grandes personnes, 2 fr. 50 ; enfants, 1 fr. 50 (de 3 à 7 ans).

On trouve des cartes aux bureaux du « Libertaire », dans toutes les coopératives de Paris ou de la région parisienne et chez l'organisateur G. Frassen, 12, rue Liancourt (14^e), qui envoie prospectus, renseignements et cartes d'excursion contre mandat.

En regard à la grande affluence, on est prié de prendre ses cartes à l'avance.

Un Scandale

A peine Humbert, de Génération Consciente, sort-il de prison, qu'on apprend que Hureau, le secrétaire de la Fédération du bâtiment, au Mans, vient d'être condamné à 200 francs d'amende. Et cela pour avoir mis en vente des brochures néo-malthusiennes, que les odieux chats-foures ont l'incroyable audace d'assimiler à la pornographie !

Cela est d'une hypocrisie vraiment trop scandaleuse. La société bafoue, traque, affame, conduit à l'avortement ou au suicide celles qu'elle appelle des filles-mères ; elle laisse manquer de tout les familles nombreuses et elle ose condamner la propagation des moyens d'éviter la grossesse, pour cause d'immoralité !

Attendu que si cette brochure (Comment se préserver de la grossesse) ne renferme aucune excitation absolument directe à la débauche, elle doit être considérée comme offensante aux bonnes mœurs en raison des moyens et précautions qu'elle indique « dit le jugement prononcé contre le camarade Hureau. N'est-ce pas prodigieux ? »

Oh ! les « bonnes mœurs » de ces ignobles tartuffes qui profitent, eux et leurs fils, de l'ignorance et de la pauvreté des filles pour les engrosser et qui les jettent ensuite à la rue quand ils ne s'attaquent pas, abominablement, à l'enfance elle-même...

« Fête Nationale »

Comme il était facile de le prévoir, la manifestation du 14, quoique annoncée dans l'esprit le plus calme, ne pouvait être tolérée.

Pendant qu'à Longchamp défileraient les fils de travailleurs, ouvriers eux-mêmes, revêtus de l'uniforme, dont un incident, un intérêt capitaliste, font une livrée d'assassin, le gouvernement ne pouvait tolérer que d'autres travailleurs marquassent, pour manifester, leur sympathie, leur solidarité envers ceux que frappe la vindicte bourgeoise.

Pour nous, anarchistes, ne devons-nous point remercier Caillaux et Lépine d'avoir empêché un cortège qui n'aurait été qu'une procession ? N'est-il point à craindre que ces manifestations pacifistes, desquelles tout esprit révolutionnaire est banni, n'abâtardissent davantage le peuple, faisant disparaître l'esprit de révolte et nous conduisant à une conception social-démocrate de l'action ouvrière ?

N'est-il point préférable de voir agir cent individus qui d'assister à une procession de 100.000 manifestants que la plus petite opposition fait évanouir ?

Dès le matin, le boulevard Bourdon, où doivent se réunir les manifestants, est envahi par les flics et la troupe.

Que le spectacle qui s'offrait le 14 juillet, sur cette place où s'élevait la forteresse, maintenant remplacée par un monument commémoratif, que ce spectacle était édifiant !

Le jour anniversaire de cette grande journée révolutionnaire que fut le 14 juillet 1789, n'est-il pas magnifique de voir massée dans tous les coins la troupe, prête à massacrer le peuple, et cela sur l'ordre de ceux qui prétendent continuer l'œuvre des sans-culottes.

N'y a-t-il point là de quoi dessiller les yeux des plus acharnés à défendre un régime qui a comme fleurons les pillages et les crimes coloniaux, les massacres des travailleurs à Fourmies, Angoulême, Narbonne, Raon-l'Étape, Villeneuve-Saint-Georges, et combien d'autres ?

Toute concentration fut donc impossible et le cortège qui devait partir de la Bastille pour aller à la Santé ne se forma pas.

Pourtant, les uns individuellement, quelques autres ayant réussi à se grouper, un certain nombre de camarades se portèrent à la Santé.

Comme la place, la Bastille républicaine est sous bonne garde et il est presque impossible d'approcher de la prison.

Vers les dix heures, néanmoins, des cris de « Vive Hervé ! à bas la Bastille ! » retentissent. C'est le signal des bagarres. Pendant deux heures, flics et soldats ne cessent de charger et d'arrêter.

Notre camarade Ruff arrêté

Il est dix heures et demie, quand notre collaborateur Pétrus arrive boulevard Arago, en face de la rue de la Santé. Des « bourres » et des agents parlent. Mais il n'hésite pas ; recueillant toutes ses forces, il crie : « Vive Hervé ! à bas l'armée ! à bas la police ! » Il n'a point achevé qu'il est appréhendé et frappé. Une poignée de camarades présents essayent bien de le dégager, mais succombant sous le nombre, force reste à la loi.

Depuis, Pierre Ruff s'est entendu condamner à trois mois de prison. Vive le 14 juillet !

Les flics assomment

Quelques instants après débouche un régiment d'infanterie coloniale, revenant de la cavalcade tricolore.

Au moment où passe le torchon qui représente l'honneur bourgeois et couvre tous ses crimes, les sifflets retentissent, ainsi que les cris de : « A bas l'armée ! »

Toujours pour bien montrer au peuple que c'est l'anniversaire de la prise de la Bastille, les flics chargent, et un camarade s'abat, frappé à la tête d'un coup de matraque.

Allons-nous le laisser emmener par ses assassins ?

Non. Le relevant aussitôt, nous le transportons dans une maison voisine, et après un premier pansement nous le conduisons à la maison des syndiqués du 13^e.

Une victime de moins aux mains de la magistrature qui, sans nul doute, après l'avoir assommée, ne l'aurait pas tenue quille.

Le bilan de cette journée d'anniversaire de la conquête de la liberté comprend l'arrestation d'une vingtaine de citoyens.

Le gouvernement entend leur apprendre ainsi en quoi consiste la liberté en régime républicain.

Que les révolutionnaires ne se plaignent pas. De pareilles pratiques ne peuvent qu'augmenter l'esprit de ré-

volle qui déjà anime la masse des travailleurs.

Il n'est peut-être pas si éloigné le jour qui verra se dresser le peuple révolté ; elle est peut-être proche la grève générale expropriatrice !

Ce jour-là, les manifestations ne seront probablement pas aussi pacifiques.

Nous apprenons qu'à Tarbes, pendant la revue du 14 juillet, le camarade Benoit, des ébénistes, a été également arrêté — par un capitaine et ses hommes — pour avoir crié : A bas Biribi ! A bas la guerre ! Vive le 17^e !

Notre jeune camarade — il a 19 ans — sera naturellement condamné. Et dire que nos gouvernants ne cessent de glorifier dans leurs discours, les révolutionnaires du 89 et de 93. N'est-ce pas à faire lever le cœur ?

PARASITES !

M. Charles Maurras consacre à l'antimilitarisme un récent article de l'Action Française.

Naturellement, il rend la République responsable de la naissance, du développement de l'extension menaçante de la doctrine antipatriotique. Hervé est un républicain plus logique que les ministres actuels, Caillaux, Cruppi, démocrates inconséquents, qui ne peuvent rien contre lui, se doivent, et doivent à la République, de le respecter — ce qu'ils montrent bien depuis des années, n'est-ce pas ?

Naturellement encore le remède unique à la propagande « antirépublicaine » est le rétablissement de la monarchie traditionnelle. Il ne saurait en être autrement. M. Maurras, qui, presque chaque jour, s'impose le tour de force, selon une logique étourdissante, d'interpréter les événements dans le sens du « retour au Roi » n'y pouvait manquer cette fois. « Nous serons étonnés de tout ce qui renaitra de bon, d'heureux, d'utile, si nous osons remettre sur ses bases naturelles — le sceptre et la barbe de Gamelle — la pyramide sociale française. »

Nous serons très étonnés, certainement, mais il n'y a rien là que de très banal. Si vous avez lu une seule fois l'Action Française, vous savez que s'il pleut trop souvent, c'est la faute de la République, que, s'il fait trop chaud, c'est la faute de la République, et que si Léon Daudet a la figure d'un métèque vendeur de nougat, arrivant de Syrie, c'est la faute de la République. De même que si Fallières souffre des cors aux pieds ou si Ramondou a mal aux dents, cela prouve que le Roi reviendra après-demain. Aussi je m'en voudrais d'insister sur ces choses presque autant que sur les subventions de l'étranger aux antimilitaristes français.

Mais ce qui vaut d'être signalé aux lecteurs du Libertaire, c'est le passage suivant que, — tant pis ! — je cite tout au long :

« ... Et le détachement des intérêts de la patrie, de moins en moins justifié, paraît de plus en plus justifiable, précisément parce que la démocratie est induite aux lois sociales, aux lois de protection ouvrière ; plus on s'efforcera de favoriser les ouvriers, plus on devra les embrigader, les « assujettir », leur demander directement des sacrifices. Le socialisme d'Etat, auquel la démocratie républicaine (et impériale) mène tout droit, présente cette particularité distincte de liguer les travailleurs contre la société et contre l'Etat. Esclaves de l'Etat, parasites de la société ! L'Etat détruira la société à leur profit. Et la société ne leur inspirera aucune reconnaissance. Et l'Etat, qui assumera l'ingrat office de répartir entre eux le profit de ses exactions et de sa filibuste, non sans y introduire un minimum d'ordre, prendra ainsi une figure de gendarme, d'abord ridicule, puis odieuse. »

Voici, pour la plus grande gloire de la Logique d'Action française, le tour de force accompli, le sourire sur les lèvres, Voyez où mène la démocratie, mère du socialisme d'Etat ! Conçoit-on semblable régime ! Les travailleurs vont devenir les parasites de la société. Et l'Etat va détruire la société à leur profit !

Non, tout de même, M. Maurras « va fort », comme on ne dit pas Chaussée d'Antin ! La démocratie parlementaire a fait bien du mal. Nous lui en voulons surtout parce que c'est un régime de duperie et de mensonge, qui fait prendre des grands mots vides pour des réalités, des discours pour des actes, des bouts de papier pour des armes. La République de justice et de liberté a fait son temps. Les masques sont tombés, les guirlandes féériques, les devises bafouées. Mais parce que nous en avons assez d'une démocratie de parade, de tréteaux, nous ne pouvons lui attribuer les mérites qu'elle n'a pas, qu'elle ne peut avoir, qu'aucun régime n'aura jamais.

La République n'a pas fait, ne fera pas des travailleurs des parasites de la société. Jamais ! Il est beaucoup de parasites qui grouillent, inutiles et dévorants, sur le corps social. Il y a les parlementaires de la République et les courtisans de la monarchie... de demain ; il y a les fonctionnaires de la Gueuse et les bureaucrates du Philippe attendu ; il y a les plumitifs à la solde des requins républicains et les journalistes qui préparent le retour des sangues céciliennes et aristocratiques.

Mais les travailleurs ! Vous pouvez faire

toutes les lois possibles de protection sociale, accorder les retraites ouvrières, les secours aux blessés ou aux malades, les maisons à bon marché et les petits jardins gratuits, vous ne ferez pas du laboureur, du maçon et du boulanger des parasites !

Certes, les ouvriers pourront s'insurger contre l'Etat qui a assumé l'ingrat office de répartir entre eux le profit de ses exactions et de sa filibuste, en en-distrayant la plus grande part au bénéfice de ses satellites voraces ! Mais ces exactions, qui les supportera ? cette filibuste, qui en sera victime ? Ni les financiers voleurs, ni les politiciens bavards, ni les fonctionnaires encombrants, ni les rentiers fainéants ! Ce n'est pas sur le produit du travail de tous ces gens qu'on prendra quelque chose ! Ceux qui paieront, qui paieront toujours, ce sont les ouvriers, éternellement dupés, éternellement spoliés, sous tous les régimes, au nom de toutes les lois, de toutes les morales, de toutes les traditions !

Et ce n'est pas le retour du roi qui arrangera tout cela, même avec son bagage de réformes fédéralistes, décentralisatrices, corporatistes. Autre caméléon que tout cela, après le bazar des réformettes républicaines ! Tant qu'existera la séparation de la société en deux classes, une classe de producteurs qui ne consomment pas assez, une classe d'oisifs qui consomment trop, le malaise ira en s'accroissant, la lutte deviendra plus âpre, les attaques des exploités plus vives, les représailles des privilégiés plus impitoyables.

La guerre civile, la guerre sociale, la guerre des intérêts réels, des passions vraies, la guerre des pauvres contre les riches, des travailleurs contre les inutiles, se substituera chaque jour plus nettement à la guerre entre nations.

Au-dessus des frontières annulées, souvenir d'un ordre social que le Capital et la Machine auront détruit, s'étendra l'alliance de travailleurs, avides d'indépendance et de bien-être, comme s'étendra la ligue des propriétaires, capitalistes, défenseurs désespérés de leurs privilèges.

Et contre ce mouvement immense que veulent les hommes après les choses, vous ne pouvez rien, ni vous, Monsieur Maurras, ni vous, Monsieur Léon Daudet, bouffon du roi, et vous, petits fracassins de Camelots.

Albert Goldschild.

Pour « le libertaire »

Il ne faut pas se lasser de le répéter parce que cela est vrai, l'agitateur REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE serait bien plus considérable si LE LIBERTAIRE était davantage soutenu.

Le meilleur des moyens consistant à lui faire des abonnés, nous informons les camarades que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement que nous nous ferons un plaisir de leur adresser.

La tournure que prennent les événements, la réaction bougeoise, les équivoques de socialismes mal définis, tout nous montre la nécessité d'intensifier l'agitateur nettement anarchiste révolutionnaire.

Camarades, aidez-nous !

Fédération Révolutionnaire Communiste

DES PAPILLONS

A l'usage de nos camarades qui veulent faire réfléchir leurs contemporains, nous avons fait tirer des papillons gomés sur lesquels l'on pourra lire les pensées les plus suggestives sur la question sociale.

Le cent, envoi compris, coûte 0 fr. 25. S'adresser à Eugène Martin, rue de Belleville, 299, Paris-19^e.

Exemples :
FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE
L'Alcoolisme, la Prostitution et l'Hypocrisie, voilà ce qu'apprend la vie à la Caserne !

CHARLES RICHEL,
Prof. à l'Université de Paris.
(Les Guerres et la Paix.)

A BAS LES CASERNES
FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE
L'histoire des pauvres n'est pas longue à écrire : Jadis ilots ; Hier serfs ; Aujourd'hui salariés ; Toujours esclaves.
LOUISE MICHEL.

En Détresse

La compagne du camarade Delabarre, à qui nous avons envoyé le montant de notre première souscription, nous fait savoir qu'elle est tombée malade. Voilà la maison dans une situation vraiment terrible. Il y a cinq enfants, en effet, et les secours de la ville ne sont pas pour les nôtres, surtout dans une commune pleine de villas princières comme Montmorency.

On se rappelle que Delabarre, fusillé avec Gorion et d'autres camarades par un jardinier, chien de garde du capital, fut par surcroît condamné comme eux pour faits de grève. Sa compagne compte sur sa libération vers fin août ou septembre.

En attendant, il faut vivre. Le syndicat de Montmorency, décimé et pauvre, lui a alloué, nous dit-elle, 18 francs le mois dernier, 15 francs ce mois-ci. Mais il a fallu payer le loyer, déjà en retard, sous menaces d'expulsion. La Fédération a bien envoyé un petit secours mais qu'est-ce que tout cela pour une famille dans une pareille détresse.

Pour avoir fait son devoir de militant, un camarade voit sa compagne et ses cinq petits enfants mourir lentement de faim ! Cela est trop affreux, il ne faut pas qu'il en soit un jour de plus ainsi.

Envoyez tous tout ce que vous pourrez, soit au Libertaire, soit à la camarade Delabarre, 34, rue du Marché, à Montmorency (Seine-et-Oise).

Contre la Guerre

Mercredi dernier, à la Bellevilloise, nombreux furent les militants qui répondirent à l'appel de la Fédération Communiste Révolutionnaire.

A neuf heures, Dauthuille ouvre le meeting. Ne croyant pas encore à une guerre immédiate, mais la considérant comme possible, il insiste sur la nécessité pour les révolutionnaires de prendre dès maintenant les mesures qui doivent rendre impossible l'effroyable massacre que serait une guerre.

Pierre Martin expose ensuite l'attitude des anarchistes devant l'insurrection que provoquerait une déclaration de guerre.

Ce n'est ni à l'Hôtel de Ville ni à la Bourse du travail que nous devons mener le peuple révolté ; mais là où il y a les aliments et les vêtements dont il a besoin. Ce que nous devons faire pour voir la révolution triomphante, s'est de laisser prendre au peuple le plus de bien-être possible.

Parlant du Mexique, il nous cite les camarades de là-bas en exemple. Pour qu'une révolution triomphe, ajoute-t-il, il faut que son premier geste soit l'expropriation.

Yvetot lui succède, et en militant qui connaît bien la question, il nous parle de la patrie.

Est-ce que les ouvriers ont une patrie ? Est-ce leur bourgeois de forçat d'usine qu'ils iront défendre à la frontière ? Et Yvetot insiste sur la nécessité d'accroître la propagande antimilitariste.

En terminant, il rappelle le voyage que les délégués français doivent faire en Allemagne. Il annonce qu'en face des syndicats capitalistes internationaux se dresseront les syndicats internationaux de travailleurs.

Beaulieu démontre, après lui, qu'aux capitalistes seuls une guerre est profitable. Pendant que les travailleurs s'entre-tueront, les financiers glaneront sur les cadavres, et leurs coffres-forts enfleront de nouveaux millions.

Enfin Delaisi nous explique pourquoi il croit la guerre inévitable.

Il nous montre deux pays se contournant sur le marché mondial. Le Maroc est le prétexte qui doit déclencher la catastrophe.

Nous parlant de l'Angleterre, il souligne son manque d'armée de terre. Et comme celle-ci lui est indispensable pour lutter contre l'Allemagne, Delaisi nous fait toucher du doigt le pays qui doit fournir à l'Angleterre les armées nécessaires.

En vertu de la convention militaire passée sous Delaessé, ce sont les soldats français qui devront défendre sur terre les intérêts des capitalistes anglais unis aux capitalistes français.

En face de telles conjonctures, il ne peut y avoir d'hésitation pour les révolutionnaires et les anarchistes. Ils doivent préparer le terrain de lutte ainsi que les esprits. A une déclaration de guerre, le peuple ouvrier doit répondre par la Révolution.

C'est ce que le meeting avait pour but d'affirmer.

Œuvre de la Presse révolutionnaire

Au moment où le Pouvoir poursuit bêtement « l'Œuvre du Sou du Soldat », les militants doivent redoubler d'ardeur pour propager les idées de révolte chez les jeunes gens qui bientôt partiront au régiment. Montrons à la bourgeoisie apeurée que ses ridicules menaces, ses idioties poursuites n'arrêteront pas notre propagande.

Propageons donc nos journaux chez les jeunes gens. Si un jour nous ne voulons pas être assassinés par nos enfants quand nous nous lèverons contre le patronat, faisons-leur comprendre qu'ils doivent être des hommes conscients et non des brutes sanguinaires.

Répondons partout le Libertaire, les Temps Nouveaux.

Guerre au Militarisme ! Mort à l'Autorité !

« L'Œuvre de la Presse Révolutionnaire », dans un but de propagande, a créé des abonnements d'un mois au Libertaire et aux Temps Nouveaux, au prix de 0 fr. 50, soit le douzième de l'abonnement annuel ; de plus elle envoie gratuitement quatre numéros du Libertaire et des Temps Nouveaux aux camarades susceptibles de les acheter ou de s'y abonner.

Elle envoie gratuitement des inventaires du Libertaire et des Temps Nouveaux pour être distribués.

Pour tout ce qui concerne « l'Œuvre de la Presse Révolutionnaire », écrire à E. Guichard, 58, rue des Cités, Aubervilliers (Seine).

Vendredi 21 juillet, réunion du groupe au Libertaire, 15, rue d'Orsel (18^e arrond.).

Au prochain numéro nous donnerons une lettre de Malato envoyée au meeting de la Fédération Communiste en faveur de la Révolution mexicaine.

AU MEXIQUE

La Révolution continue

parlé selon la vérité. C'est le *New-Temps Nouveaux* nouvelles nous sont parvenues cette semaine sur les héroïques camarades qui luttent là-bas en désespérés pour assurer au peuple mexicain le pain et la liberté qu'un nouveau despote leur dispute avec une férocité et un acharnement dignes de son prédécesseur.

Le correspondant américain des *Temps Nouveaux* écrivait qu'à la dernière heure (le 23 ou le 24 juin) une expédition dirigée contre la Basse-Californie serait tombée en déconfiture. Les soldats, sous l'influence des insurgés, auraient déserté en grand nombre et cette expédition serait à peu près abandonnée. De la colonne commandée par le Boer Viljoen, nous ne savons rien de plus que ce que nous disions la semaine dernière, sinon que la complicité des Etats-Unis est confirmée.

Et c'est ce gouvernement de milliardaires affameurs qui a osé arrêter les camarades de *Regeneration*, sous le prétexte qu'ils avaient violé les lois de la neutralité ! Mais qui donc les a violés abominablement, si ce n'est ce même gouvernement ?

La défaite partielle essuyée à Ticuana a été représentée par la presse capitaliste nord-américaine, comme la fin de la révolution en Basse-Californie. Mais c'est là un nouveau mensonge intéressé comme en propagant sans cesse les capitalistes américains, possesseurs des terres de cette province et qui sont allés jusqu'à soudoyer des aventuriers pour les lancer contre les libertaires. Ce qu'on peut affirmer, c'est que la lutte se poursuit, sous toutes les formes, dans tout le territoire mexicain.

Dans les rangs madéristes eux-mêmes, des actes d'insubordination sont signalés en grand nombre, et même des actes d'expropriation. Au moment où l'émule et successeur de Diaz faisait diriger des troupes à travers les Etats-Unis, à destination de la Basse-Californie, une délégation de gros propriétaires du district de Morelos venait le supplier de les défendre contre ses propres soldats. Les hommes du général Zapata, qui commandent dans le Morelos, se sont en effet partagé quantité de terres de Tenextepango, Cuhanixtla, San Carlos, Juchitepec, etc., appartenant à de gros exploiters. Les fermiers de ces derniers ont suivi, eux aussi, ce bel exemple et voici nos propriétaires dans la désolation !

Un aussi vaste mouvement de caractère essentiellement économique est bien pour épouvanter les capitalistes des deux pays, Mexique et Etats-Unis. Aussi nos camarades voient-ils se coaliser contre eux les deux bourgeoisies, c'est-à-dire le gouvernement de Diaz et celui de Madero.

Un seul journal bourgeois a jusqu'ici *York Call*, auquel un correspondant de El Paso (Texas) écrit : « que le millionnaire Madero se montre un ennemi aussi acharné de la classe ouvrière que l'était le vieux despote F. Diaz, d'odieuse mémoire. Les capitalistes américains le considèrent même comme un meilleur ami et ils escomptent avec lui des facilités nouvelles pour mieux asservir les travailleurs mexicains. Le premier acte de Madero a été de fournir à la presse des trusts qui le soutient des fausses nouvelles tendant à déformer le mouvement libertaire en assimilant les amis de R. Magon aux *scientifiques* » (partisans de Diaz) et il a continué en employant contre les insurgés les moyens barbares dont se servait Diaz. »

Cela nous change des socialistes à la Victor Berger ou encore de l'*Appel to Reason*, le grand journal socialiste nord-américain qui, après avoir dit que la révolution de la Basse-Californie est l'œuvre d'une poignée de bandits, a osé ajouter : « Si le gouvernement mexicain n'intervient pas contre la rébellion armée de la Basse-Californie, les Etats-Unis auront une excuse légitime pour une intervention. L'action directe de Magon met réellement l'indépendance du Mexique en danger. »

Les politiciens de la sociale n'étaient pas encore allés aussi loin dans le reniement et dans l'infamie. Eux qui se disent ennemis du capitalisme, aller jusque là contre des révolutionnaires menacés d'être massacrés en masse, des révolutionnaires qui ont remis aux mains des exploités les terres arrachées par le capitalisme ! Pareille attitude écœurée et fait horreur à la fois.

Quant à la calomnieuse assimilation lancée par Madero à laquelle faisait allusion le quotidien newyorkais, les juges de Los Angeles n'ont pas manqué d'en prendre prétexte pour arrêter les membres de la « Junta Organizadora » et c'est sur les agissements des *scientifiques* qu'ils ont d'abord interrogé le camarade F. Magon.

Ce parti, a déclaré notre camarade

a pour chefs Pininda et les gros banquiers du Mexique. Ce sont eux qui emploient leurs millions à équiper des mercenaires pour ramener le gouvernement de Diaz, qui leur semblait plus favorable encore aux ploutocrates que le gouvernement Madero-De la Barra.

C'est dans la Basse-Californie notamment que les financiers américains et mexicains ont suscité contre les libertaires quelques groupes d'aventuriers dits « scientifiques » (!)

On le voit, nos amis sont aux prises, de tous côtés, avec des difficultés énormes. Raison de plus pour qu'il leur soit venu en aide de la manière la plus prompte et la plus efficace !

Le mouvement international

Nous avons assisté, ces temps derniers, à de superbes mouvements grévistes, soit par leur forme révolutionnaire, soit par leur signification ou leur ampleur. La belle grève des marins s'est déroulée avec une violence inusitée en Angleterre comme en Belgique et en Hollande. De grandes satisfactions ont été obtenues par la plupart dans les divers pays. Emeutes, chasse au renard et sabotage ont illustré cet essai de grève internationale.

A Montevideo, la splendide grève générale de trois jours, décrétée par solidarité envers les employés des tramways, par la Fédération ouvrière, a eu son contre-coup en d'autres villes de l'Uruguay : Paso Molino, El Cerro, La Charila, Piedras Blancas, etc., où la grève fut également unanime. Un organe est né de ce beau mouvement : la *Federacion*, dont le premier numéro vient de nous parvenir. Grâce à l'agitation de cet organe, il se pourrait fort que la prochaine grève fut moins pacifique que ne l'a été celle-ci, pendant les deux derniers jours tout au moins, car, le premier jour, elle avait revêtu un caractère franchement révolutionnaire.

En Italie, après la grève des employés du gaz, à Milan, nous avons vu de grandes grèves agricoles. Dans toute la province de Ferrare, malgré l'hostilité des politiciens de la Bourse du Travail, les paysans se sont levés en masse. Les propriétaires, affolés, voyaient toutes leurs récoltes perdues lorsque, malheureusement, les intrigues des réformistes avec les pouvoirs publics sont intervenues, et il est à craindre que les ouvriers agricoles ne se laissent rouler une fois de plus par ces individus.

Le mouvement s'est néanmoins étendu sur toute l'Ombrie. Les récoltes de blé sont considérées comme perdues.

La Bourse du Travail de la région va sans doute désavouer cette grève, comme la fait celle de Milan pour les gaziers. Décidément, les grévistes feront bien d'avoir l'œil sur leurs mandants et sur leurs comités de grèves. Cela fait trop d'étouffements depuis quelque temps.

Jeunesse Anarchiste

Groupe d'action

Le groupe se réunit tous les mercredis à neuf heures, au Foyer Populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau, 20. Appel à tous.

Petits Pavés

O sabotage quand tu nous tiens... Allah soit loué ! Il n'y a pas que les révolutionnaires qui aient saboté le 14 juillet, il y a aussi un préfet et un préfet républicain, s'il vous plaît. Si la grande presse républicaine n'a pas fait grand tapage et grand battage au tour de « l'incident » c'est qu'en temps de sabotage à outrance avouer qu'un représentant du gouvernement a fait concurrence aux copains, c'est avouer que Marianne est foutue comme dit ce vieux pamphlétaire de Dugène.

Donc, le 14 juillet 1911, retenez bien cette date elle deviendra historique si elle ne l'est déjà, étant à Amers en Compagnie de Guehard qui m'avait invité à l'accompagner au pays du bon vin (le nombre d'alcooliques, nardon de patriotes, en fait loi, nous assistâmes, en bons patriotes, sans être alcooliques, à la revue des pompiers et des troupes de la garnison, avec d'autres camarades, parmi lesquels un sacré type nommé Félix qui arracha ce qui restait de cheveux à notre pauvre ami du Libertaire, sous prétexte que celui-ci, faisant une consommation formidable de cigarettes, enrichissait le gouvernement. — Entre nous il avait raison.

La revue étant sur le point de se terminer, un vieux ramolli qu'un individu, sans comme une douzaine de grèves et qui parlait à la boutonnière un petit pense-bête, nommé pompeusement médaille militaire, nous dit être un général, décora (?) quelques types au cerveau aussi ramolli que le sien, gendarmes, « braves » pompiers, puis parla du drapeau, du fumier, de Magon où le chiffon tricolore avait été remis dans les chiottes, du torchon qui ne figurait pas parmi ceux énumérés par Rabelais, de tout un tas de choses auxquelles personne ne comprit rien, mais qui devaient être fort touchantes, car, en parlant, le brave général pleurait comme un jeune veau qui a perdu sa mère.

Nous-mêmes nous étions remués jusqu'au plus profond du cœur, et si à ce moment soudain nous avions tenu un de ces sales antimilitaristes, il aurait passé un mauvais quart d'heure : le copain Félix ne parlait rien moins que de pendre tous les anarchistes à la même corde.

Après une si touchante cérémonie, le député-maire, M'sieu Montprofit — hein ? en s'élançant comme pour un quinze mill' — se leva et alla « taper » le camarade préfet, lui demandant de bien vouloir honorer de sa présence les réjouissances publiques. Haléluia, tremblants d'émotion, nous attendions la réponse. Elle fut la suivante : « Non, mes visites sont réglées et je ne puis aller avec vous. »

Le Profet en devint vert, rouge, passa par toutes les gammes de l'arc-en-ciel, pour finir par le cramoisi et dit : « Vous vous conduisez comme un anarchiste, vous sabotez la fête nationale. »

Aux yeux du public, l'incident passa inaperçu, mais quelques journaux locaux et le Petit Parisien le rapportèrent, et je puis presque affirmer que les choses ne s'arrêteront pas là : le préfet saboteur passera très probablement en correctionnelle sur la plainte du député : on dit même tout bas que ce singulier fonctionnaire pourrait bien être complice de l'acte, ce cheminot annexé condamné pour sabotage des voies ferrées. Une enquête est ouverte.

Un préfet saboteur du 14 juillet étant un phénomène, je propose, qu'exceptionnellement, les camarades de la Fédération révolutionnaire communiste le nomment membre honoraire.

José Landes

L'Agitation

BRIARE

Toujours l'arbitraire

Nous recevons du camarade Hamelin, crieur de journaux révolutionnaires, la lettre suivante :

Le commissaire de Briare est le digne pendant du maire de Saint-Servan. Dimanche, comme je criais le *Libertaire*, il m'en acheta un numéro, puis me demanda si j'étais en règle. Je lui montrai mon récépissé.

Savez-vous ce qu'il me répondit ? — Oui, c'est bien là un permis de vendre des journaux, mais non pas le *Libertaire* qui est à ce que je vois un journal tout à fait antimilitariste. Y a-t-il longtemps que vous le vendez ?

— Vingt ans, à peu près.

— Est-ce possible ! Et l'on ne vous a jamais inquiété ?

— Non, sauf toutefois dans quelques localités réactionnaires ou encore dans quelques autres où le maire ou bien le commissaire, plus rétrogrades que leurs administrés, avaient tenté de m'en empêcher... Titre de mon commissaire. Ayant parcouru le journal, il ajouta qu'il ne pouvait permettre de vendre « cela » à Briare et qu'il me le défendait. Ce qui ne m'empêcha nullement de continuer.

Les voilà bien les fonctionnaires de notre démocratie troïskienne. Nous en aurions au règne du bon plaisir policier si on laissait faire ces gailloards. Essayons de leur faire comprendre, chaque fois que l'occasion se présentera, qu'à côté des moutons, bêtards du suffrage universel il y a des hommes décidés à ne pas supporter leurs édits arbitraires.

MARSEILLE

Une mère dénaturée

C'est sous ce titre que le *Petit Marseillais* raconte la navrante histoire d'une infirmière de l'hôpital de la Conception qui, ayant clandestinement accouché dans un cabinet de l'hôpital, étrangla son enfant. Oui, c'est une mère dénaturée, dénaturée par la stupide morale des honnêtes gens admirateurs de M. Béranger. Car, savez-vous ce qu'elle a répondu lorsqu'on lui a demandé les raisons de son acte ? « C'est pour cacher ma faute et sauver mon honneur ! »

Cagots, hypocrites, tartuffes et bigots de toutes sortes peuvent ajouter ce crime à tous ceux qu'engendrent leur morale de fausseté et de mensonge. Quelle faute y a-t-il dans l'amour et quel déshonneur à donner la vie à un être ? Quelle faute y a-t-il à exercer les facultés que la nature nous a données ? Aimer et procréer n'est pas plus déshonorant que manger, boire, respirer ou digérer... Mais ce qui est évident pour nous, anarchistes, ne l'est pas pour tout le monde !

Yro.

SAINT-NAZAIRE

Le dimanche 9 juillet, les camarades Dockers et révolutionnaires de Nantes, sont venus à Saint-Nazaire sur un vapeur qu'ils avaient loué. Cette excursion de nos amis à eu pour effet d'affoler ceux qui régissent la bonne ville bretonne ; la municipalité voulait mettre la ville (comme pendant la grève des dockers) en état de siège. On avait fait venir des brigades de gendarmerie, et il avait été question d'appeler les chasseurs à cheval de Pontivy, de triste mémoire. Le commissaire central, à demi fou, courait par dix fois à la Bourse du Travail, répétant qu'il avait des ordres sévères, et que toute manifestation serait réprimée. Mais c'est pas un rire homérique que nous lui répondions.

Comment ? Sous cette troisième putain de Marianne, les travailleurs ne peuvent plus, eux, qui produisent tout, se payer un voyage au bord de la mer ; ce luxe ne serait

L'Initiation Sexuelle

Nous nous faisons un plaisir de mettre sous les yeux des lecteurs la préface suivante que notre camarade le docteur Bresselle a bien voulu écrire pour l'ouvrage de G. Bessède, qui rencontre dans tous les milieux un succès si vigide de son apparition. (Voir annonce en 4^e page.)

Vous m'aviez demandé, cher monsieur, de préface votre petit livre et je vous avais prié de ne point vous impatienter, pensant que je n'aurais pas le loisir d'examiner avec soin votre « Initiation sexuelle » avant la quinzaine écoulée.

Et puis, le surlendemain, ayant ouvert votre manuscrit, j'ai commencé de lire ; et, après une page, puis une autre, je me suis senti invinciblement attiré ; et de proche en proche, oubliant complètement ma tâche même du jour, il m'a fallu coudre que coudre vous suivre jusqu'au bout et parcourir avec votre Paul et avec votre Louise les ingénieuses étapes que vous avez imaginées pour les conduire au seuil de leur vie d'adulte. C'est bien, c'est au point... et c'est chaste.

Oui, c'est chaste, et je vous avoue que ce n'est pas ce qui me plaît le moins dans votre « Initiation ».

Vous avez su éviter l'écueil de la frivolité en une étude où il était à la fois très facile de vous y heurter et très important de vous en écarter. La malveillance toujours en éveil, autour des travaux vraiment utiles, ne trouvera ici rien à reprendre, quelque pointilleuse qu'elle veuille se montrer, et il convient de vous en louer sans réserve. Je ne puis mieux d'ailleurs vous dire tout le

bien que je pense de votre petit livre, qu'en vous apprenant le rôle auquel je le destine en ce qui me concerne : j'entends le répandre dans ma clientèle et dans toutes les classes de ma clientèle ; j'entends le mettre entre les mains de tous les papas et de toutes les mamans, de même que je mets entre leurs mains les précis où sont enseignées les grandes lignes de l'allaitement, du sevrage et des précautions dont on doit entourer la première enfance.

J'entends leur dire avec l'autorité que peut avoir dans une famille le médecin qui a reçu l'enfant à son arrivée dans le monde, qui l'a vu grandir et qui a continué à lui donner ses soins : « prenez cette brochure ; lisez-la, étudiez-la, appliquez-la surtout ; vous obtiendrez en suivant les conseils et la méthode qu'elle préconise, des enfants jouissant d'une belle santé morale dans un corps auquel je me suis efforcé de donner un solide équilibre physiologique. »

Depuis Henri Beyle, en passant par quelques annalistes et nombre de romanciers et en terminant par la tentative d'enterrement de... seconde classe qu'a été l'article du *Temps* à la suite du récent congrès international d'hygiène scolaire, le cri général, dès qu'il s'est agi d'instruire l'enfant en matière de sexualité, a toujours été : « Silence !... Etouffons cela ! »

Je n'ai pas à m'étendre sur l'erreur grave qu'était cette manière de faire, basée, pour les uns, sur la toute-puissance de la vertu, pour les autres, sur la merveilleuse prescience de l'instinct, thèses contradictoires mais aussi dangereuses l'une que l'autre quant aux résultats qu'elles ont engendrés jusqu'ici. Leurs partisans auraient d'ailleurs fort bien pu répondre à notre protestation : « En admettant que nous soyons dans

l'erreur et que l'initiation à la vie sexuelle soit utile à l'enfant, avez-vous quelque guide, quelque manuel à soumettre aux familles désireuses de l'instruire et au maître qui va présider à l'évolution de sa pensée ? » Et nous aurions dû nous incliner. Grâce à vous, mon cher monsieur, il n'en est plus de même aujourd'hui et vous avez forgé une arme dont il reste aux parents à savoir se servir. Ils n'ont qu'à vous suivre ; la besogne leur est indiquée sans qu'ils aient crainte de s'égarer.

Pour ce qui regarde l'école, et vous le remarquerez vous-même au cours de votre travail, pendant longtemps encore, l'hypocrisie des programmes fera que les maîtres ne pourront collaborer à l'entreprise. Quoi qu'il en soit, les règlements et les décrets ne venant toujours qu'après l'évolution des idées, j'aime à croire que nombre d'instituteurs et d'institutrices vous liront et sentiront qu'il y a en votre livre une ligne d'enseignement toute tracée et qui pourra leur servir de base le jour où leur collaboration sera réclamée par une plus libérale université.

Pour le présent, l'initiation sexuelle se résume à un minimum qui effraie lorsqu'on en mesure les conséquences. Au jeune garçon, que je sache, on ne dit rien. Si, par hasard, les exemples mauvais et les fréquentations douteuses ont épargné son enfance et qu'un tempérament précoce ne l'ait pas conduit au vice, son père quelquefois intervient, lorsqu'il est bien tard déjà, et lui trace un tableau terrible et confus des dangers pathologiques qui le menacent ; ou bien il se borne simplement à lui interdire les sorties du soir... belle prudence en vérité !... Quant à la jeune fille, mutilée plus absolu encore. Une heure avant que le mari ne l'emmené hors de la maison où elle a grandi, sa mère, fondant en sanglots, l'entoure de

ses bras, et lui parle de résignation et de soumission passive. Quand et comment je vous prie, se serait-on étonnement entretenu de ces choses-là ?... Au reste, de droite et de gauche, dans la plupart des cas, les fillettes ont glané sur le sujet des notions plus ou moins fausses et ridicules ; les unes ne s'en préoccupent guère, d'autres en demeurent terrorisées, d'autres enfin, curieuses et demi-averties, n'ont plus de la virginité que le nom ; et puisque vous citez Alphonse Karr, permettez-moi de vous rappeler le passage de « Geneviève », où d'un pinceau délicat, il silhouette ces petites éternuées :

« Dans ces jeux innocents, source de tant de fièvres, un monsieur a baissé devant les grands parents, tout en baissant la joue, un peu le coin des lèvres : on a rougi vingt fois d'un mot ou d'un regard, on a reçu des vers et rendu de la prose, etc. Mais il est une chose, une seule, il est vrai, que l'on a su garder, soit par la maladresse ou l'ignorance du cousin, soit par la clairvoyante sagesse d'une mère au coup d'œil sûr. »

Tout cela ne serait d'ailleurs que minimal si, consciente de l'avenir, la jeune épousée s'en était tracé par avance un tableau véridique. Mais point : le premier homme qu'on lui présentera sera le bon, pourvu qu'il ne soit ni goîtreux ni cacochyme et qu'il paraisse lui offrir les suffisantes garanties du bien-être moderne. Que son cœur ait ou non parlé, que ses sens se soient ou non éveillés à l'approche de celui qui, dès demain et pour toujours, va partager son existence, peu importe... les convenances sont là et cela suffit... Pauvres jeunes filles, pauvres femmes, combien d'entre vous pleurent leur vie perdue. Demain vous trouverez prêtes à tout tenter pour reconquérir le bonheur. Vous n'êtes pas des coupables ; vous êtes des victimes.

Quant à vous, mon cher monsieur, laissez les partisans de l'ignorance vous lancer leurs foudres de carton ; elles ne vous blesseront point ; vous avez fait œuvre belle et utile pour laquelle toutes les mères vous doivent un grand merci. Et vous avez su, effort trop rare, présenter vos précisions sous la forme attrayante d'un petit roman vécu. Je ne sais si vous vous adonnez au culte des muses, mais que vous fasciez ou non des vers, on sent, à vous lire, que le moraliste se double chez vous d'un poète, et c'est pourquoi, en cette matière si délicate, vous avez si bien réussi.

Docteur L. Bresselle.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu des éditions de la *Guerre Sociale* :

La *Sœur du Burnous* (Les crimes coloniaux de la Troisième République), par P. Vigné d'Octon. Un volume : 2 fr. 50.
La *Démocratie et les Financiers*, par Francis Delaisi. Un volume : 2 fr. 50.
La *Guerre qui vient*, par Francis Delaisi. Une brochure : 0 fr. 25.

LA CLASSE OUVRIERE

par L. et M. Bonneff

Les Boulangers ;
Les Terrassiers ;
Les Employés de magasin ;
Les Cheminots ; Le train et la voie ;
Les Travailleurs du restaurant.
Les Cheminots (garés, ateliers, bureaux) ;
Pêcheurs Bretons.
Les Postiers (sous-agents et auxiliaires)
Chaque brochure, avec une couverture illustrée par Delanoy : 0 fr. 15 ; franco,

